

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition)

«Nous avons toujours voulu, au parti libéral, que le Canada et les États-Unis trouvent moyen d'élargir l'accès à leurs marchés respectifs.»

La conclusion éventuelle de l'entente sur le libre-échange modifierait profondément presque tous les aspects de notre économie au cours des prochaines années. Cela aurait des effets considérables sur notre mode de vie, sur notre façon de commercer, sur notre souveraineté nationale, sur notre indépendance et certainement sur la qualité de vie dans le Nord de notre continent.

Le premier ministre (M. Mulroney) s'est lancé dans une entreprise risquée et il refuse encore une fois de nous en révéler les enjeux. Le gouvernement ne détient aucun mandat de la population canadienne pour négocier une entente sur le libre-échange. Il n'en a pas été question durant la campagne électorale, de fait, on n'en discuterait même pas dans cette Chambre si les partis de l'opposition n'avaient pas réclamé la tenue de ce débat.

Les Canadiens envoient un message parfaitement clair au premier ministre. Voici ce qu'ils lui disent: Monsieur le premier ministre, voulez-vous agir honnêtement avec nous, nous donner les faits, nous fournir les données qui nous permettront de nous prononcer sur les affaires de l'État et sur les questions qui se présentent? Je pense que si on leur fait connaître la situation, si on leur donne la possibilité d'apprécier ces faits dans un délai raisonnable, les Canadiens jugeront comme il le

faut. Ce qui manque dans les démarches en cours, c'est que le gouvernement ne fait pas confiance aux Canadiens, qu'il ne leur donne pas de faits, qu'il ne permet pas à la population du Canada de juger honnêtement de ce qui se passe.

Naturellement, les États-Unis constituent notre plus grand et plus important partenaire commercial. Je ne discute en aucune façon l'importance accordée à ces chiffres par le premier ministre. Nous devrions évidemment chercher à avoir un plus grand accès aux marchés américains dans le cadre de notre ouverture générale sur le monde. Nous avons cependant entamé ces entretiens à un mauvais moment. On assiste à une montée du protectionnisme aux États-Unis qui s'est reflétée dans le Congrès démocrate récemment élu. Nous avons eu des années d'excédents commerciaux avec les États-Unis et nous avons estimé au départ que ce n'était pas le meilleur moment pour essayer d'obtenir une meilleure entente globale avec les États-Unis.

À mon avis, il y a une question qui doit être posée au gouvernement parce que celui-ci n'y a pas répondu et nous l'avons posée aux ministres et au premier ministre en d'autres occasions. Quel est le but réel de ces négociations du côté américain? En lisant les amendements apportés récemment à la